

54626

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/SWCD/39
15 octobre 1969

Original : FRANCAIS/
ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Conférence régionale sur une politique
harmonisée de développement rural en Afrique
Moshi (Tanzanie), 13-24 octobre 1969

L'OIT ET LE DEVELOPPEMENT RURAL

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
A. CONSIDERATIONS GENERALES	1
B. L'OIT ET LE DEVELOPPEMENT RURAL	3
1. Intérêt porté par l'OIT au développement rural	3
2. Objectifs généraux de l'action de l'OIT	6
3. Quelques secteurs d'activité de l'OIT	9
- Emploi rural	9
- Formation rurale	9
- Coopératives.	11
- Intégration et sédentarisation des populations nomades	12
- Développement de l'artisanat et de la petite entreprise	13
4. Développement rural intégré	14
5. Leçons à tirer de l'expérience de l'OIT	16

ANNEXES :

- I. Description de quelques projets.
- II. Publications récentes du BIT.

L'OIT ET LE DEVELOPPEMENT RURAL

A. Considérations générales

Plus de la moitié de l'humanité active s'adonne à des travaux agricoles. Dans les pays en voie de développement cette proportion atteint de 80 à 90 p. 100 et en Afrique bien au-delà de 80 p. 100.

Le gagne-pain de la très grande majorité des habitants des pays en voie de développement reste tributaire de l'agriculture plus que de n'importe quelle autre activité; or, les revenus sont généralement beaucoup plus bas dans ce secteur que dans les autres. Il est vrai que cette situation reflète généralement la faible productivité dans l'agriculture imputable à l'utilisation inefficace de la main-d'œuvre, des terres et du capital; mais il s'ajoute à cela que la répartition des revenus est souvent extrêmement inégale, une petite minorité jouissant de la plus grande part des revenus agricoles en raison principalement de la structure agraire qui laisse la majeure partie des terres aux mains d'une petite minorité de propriétaires. Chose plus inquiétante encore, tout donne à penser que l'écart entre les pays à haute productivité agricole et ceux à basse productivité agricole, loin de se résorber, va en s'accroissant. C'est donc là où les besoins sont les plus criants que les progrès sont les plus lents. La production alimentaire est en retard par rapport à la consommation domestique que l'explosion démographique gonfle encore chaque année. La faiblesse des revenus agricoles limite, d'autre part, les possibilités d'expansion industrielle, et le déséquilibre entre les rentrées de devises provenant de l'exportation des produits primaires et les besoins en devises pour l'importation de biens de capital, de biens de consommation et de matières premières essentielles s'accroît, accentué qu'il est par les termes de l'échange défavorables. La situation est enfin aggravée par la nette tendance au plafonnement de l'afflux de capitaux dans les pays en voie de développement.

Il est bon de se rappeler aussi que, au sein de ces pays économiquement en retard sur le reste du monde, les secteurs ruraux sont parfois à leur tour plus arriérés que les autres secteurs du pays.

On ne peut donc surestimer l'importance et l'urgence du développement rural. Il est admis de plus en plus que les programmes de développement rural constituent un moyen important d'intégrer dans l'économie nationale des groupes de population et un secteur économique qu'il a été difficile d'assimiler complètement ou de renforcer jusqu'à présent, ainsi que d'ame-ner, de ce fait, un très large secteur de la production et de la consommation à franchir le pas qui sépare l'économie de subsistance de l'économie de marché. Il en est de même en ce qui concerne les collectivités aborigènes ou tribales, notamment les groupes nomades, qui, dans certains cas, représentent un potentiel de croissance économique nationale important mais qui sont restés relativement isolés jusqu'à présent.

Il est, en outre, admis que l'industrialisation ne peut pas se poursuivre avec succès si elle n'est pas accompagnée d'une action vigoureuse dans le secteur rural. C'est pourquoi de nombreux pays en voie de développement ont lancé des programmes d'action dans ce dernier domaine et espèrent recevoir une assistance internationale accrue pour les mener à bien, dans le but non seulement d'assurer un approvisionnement constant en nourriture et en matières premières mais également d'élever les revenus ruraux, afin de créer de nouvelles sources de pouvoir d'achat et d'élargir les marchés intérieurs.

Le contexte africain

L'économie rurale en Afrique est encore largement caractérisée par une production de subsistance. Il n'y a pas plus de dix ans environ, une proportion de 60 à 75 p. 100 de la superficie totale de terres cultivées était consacrée à des cultures de subsistance, et, dans plusieurs pays, plus des trois quarts de l'ensemble de la production agricole servaient à des besoins de subsistance.

Dans des sociétés traditionnelles de ce type, les facteurs économiques, sociaux et institutionnels sont indissociables. C'est ainsi que la société traditionnelle recèle en soi une sorte de système de sécurité sociale, grâce auquel tout membre dans le besoin peut compter sur l'aide du groupe. Toutefois, ce qui nous intéresse principalement en l'espèce dans les institutions traditionnelles est ce qui a trait aux régimes fonciers, parmi lesquels la propriété foncière communautaire ou de groupe est la forme la plus répandue. Ces régimes de propriété foncière sont progressivement remplacés par d'autres mieux adaptés au progrès économique et social. Cette tendance s'inscrit dans une révolution profonde qu'est en train de vivre l'Afrique et qui est caractérisée par la transition d'une économie de subsistance à une économie monétaire, grâce à l'introduction de nouvelles méthodes et techniques de culture et à la mise en oeuvre de programmes de peuplement rural, comme par l'augmentation de la pression démographique sur des ressources limitées en terres.

Quoi qu'entreprenne un gouvernement africain pour l'adaptation des régimes fonciers traditionnels existants aux impératifs du développement économique et social moderne comme aux conditions et aux orientations politiques qui leur sont propres, celle-ci doit être soigneusement étudiée et pleinement adaptée au niveau de développement social, culturel et économique du pays.

A côté de régions où la demande de terres trouve de plus en plus difficilement à se satisfaire, on en trouve d'autres, dans le même pays, où se rencontrent des terres non cultivées ou insuffisamment cultivées et qui se prêteraient donc à l'implantation de systèmes agricoles modernes et de nouveaux centres de peuplement. Indépendamment de leur contribution à l'accroissement de la production et de l'emploi, de tels centres, à condition d'être bien conçus et organisés, pourraient servir d'animateurs

du progrès social, économique et technique. Ils pourraient aussi être particulièrement utiles pour résoudre les problèmes de la jeunesse dans les régions rurales, étant donné que l'atmosphère dynamique d'une nouvelle zone de peuplement permet non seulement d'entreprendre l'aménagement physique sur une base souple, mais aussi de mieux faire accepter les changements dans les modes de vie et les méthodes de travail. Il est donc facile dans une telle atmosphère de diriger l'énergie, l'enthousiasme et les aspirations des jeunes gens.

B. L'OIT et le développement rural

1. Intérêt porté par l'OIT au développement rural

L'OIT, dès ses débuts, après la première guerre mondiale, s'est occupée du secteur rural. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, ses activités ont pris une ampleur considérable parallèlement à l'élargissement de la composition de l'Organisation. L'adoption par la Conférence internationale du Travail, en 1960, de la résolution concernant la contribution de l'Organisation internationale du Travail à l'augmentation des revenus et à l'amélioration des conditions de vie dans les communautés rurales, en particulier dans les pays en voie de développement, a marqué un tournant important. La Conférence, dans cette résolution appelait l'attention sur la nécessité pour l'OIT ("par suite de son intérêt dans les problèmes de travail, de l'emploi et dans les aspects sociaux du développement économique") de développer un programme systématique et suffisamment important d'activités pour lui permettre de jouer pleinement son rôle dans ce secteur; elle poursuivait en recommandant qu'un programme spécial à long terme de recherches et d'activités pratiques soit créé à cet égard. Elle demandait que le programme comprenne l'exécution "d'études et d'enquêtes présentant une utilité pratique pour les organismes nationaux ou régionaux dans la préparation de programmes de développement rural" ainsi qu'"une assistance technique accrue".

L'OIT, avec d'autres organisations de la famille des Nations Unies, considère que le développement rural est un large domaine d'activités intégrées exigeant la collaboration d'un certain nombre d'organisations internationales. Le développement rural englobe tous les aspects de la vie rurale et appelle toute une variété de mesures et d'activités destinées à améliorer le milieu rural et à promouvoir le développement matériel ainsi qu'à élever le niveau de vie et à augmenter la sécurité de l'emploi des populations rurales.

L'OIT a une contribution importante à apporter au développement rural, en particulier dans les domaines suivants :

- 1) conditions de travail et de vie des populations rurales, y compris les populations nomades;
- 2) planification de la main-d'oeuvre et de l'emploi, promotion de l'emploi et préparation à l'emploi par la formation;

- 3) mise en place d'un cadre institutionnel adéquat, y compris la promotion des institutions coopératives, qui puisse contribuer à la formulation et à l'application effective d'une politique de développement rural, ainsi qu'à la mobilisation des ressources humaines et matérielles dans les régions rurales;
- 4) promotion de la petite entreprise, y compris l'artisanat moderne, comme moyen de créer plus d'emplois dans les régions rurales et d'ouvrir la voie à l'industrialisation;
- 5) aspects sociaux de la réforme agraire et des programmes de développement communautaire, ainsi que de ceux qui visent à l'intégration des populations aborigènes.

Les actions dont le besoin se fait spécialement sentir pour résoudre ces problèmes sont des types suivants :

- a) enquête technico-économique méticuleuse, comprenant l'analyse du rendement par rapport au coût et portant sur les divers facteurs d'ordre matériel et économique ayant trait au programme de développement rural dans un secteur ou une région déterminés; il peut s'agir, par exemple, des ressources en terres de la région et des caractéristiques de ces terres, de la structure de la production agricole et des différentes variantes éventuelles de cette structure, de l'infrastructure existante et de ses virtualités de développement, du capital - tant public que privé - disponible par des investissements dans le secteur, et des possibilités de commercialisation des produits aussi bien sur le marché intérieur que sur le marché extérieur;
- b) évaluation approfondie, par pays et par région dans chaque pays, de la situation actuelle et future en ce qui concerne les ressources en main-d'œuvre rurale et les possibilités d'emploi rural pour les différents types et niveaux de qualifications. Cette évaluation devrait être assortie d'une enquête sociologique et institutionnelle détaillée portant sur les conditions de vie et de travail dans les villages, sur les divers facteurs institutionnels qui se répercutent sur la vie rurale, sur les attitudes, les aspirations et les motivations de la population rurale, notamment des jeunes, et sur la mesure dans laquelle la situation existante y répond. Il faudrait également étudier avec soin la situation de l'enseignement primaire et secondaire et de la formation professionnelle en milieu rural et son adéquation aux besoins révélés par l'évaluation;
- c) création de possibilités d'emploi en particulier pour les jeunes, qui peut être réalisée de différentes manières :

- i) développement de l'agriculture par l'introduction de meilleures méthodes et techniques agricoles, la diversification des récoltes et du cheptel, l'amélioration de la fertilité du sol, la mise en culture de nouvelles terres, etc.;
 - ii) mobilisation des jeunes pour la mise en place de l'infrastructure nécessaire pour promouvoir le développement rural, y compris la construction de logements, de bâtiments communautaires, de barrages, de voies d'accès, les travaux de déboisement et de reboisement, la mise en culture des terres et leur irrigation, etc.;
 - iii) développement, à la lumière d'études préalables, de l'artisanat rural, tant utilitaire qu'artistique, et des petites industries qui transforment des produits agricoles ou forestiers et peuvent alimenter certaines régions en biens de consommation; et
 - iv) décentralisation de grandes unités industrielles partout où cela est économiquement et techniquement faisable, tout particulièrement dans les cas où les matières premières utilisées (minéraux, produits agricoles et forestiers, etc.) proviennent des régions rurales.
- d) adaptation des programmes d'enseignement primaire aux besoins ruraux par l'introduction, dès les premiers stades, d'une part, de cours élémentaires portant sur des matières du domaine agricole, et, d'autre part, d'une initiation aux qualifications manuelles utiles, parallèlement à l'introduction d'une formation préprofessionnelle à la fin des études primaires et à la mise en place de services assurant une formation professionnelle et technique complète en fonction des besoins ruraux. La planification et le développement de ces activités d'enseignement et de formation doivent s'effectuer à la lumière de l'évaluation des ressources en main-d'oeuvre et des possibilités d'emploi (voir b) et c) ci-dessus) et devraient prévoir, chaque fois qu'il y a lieu, non seulement l'établissement de nouveaux services de formation et d'enseignement, mais aussi la formation, le recyclage, voire la reconversion des professeurs de l'enseignement primaire, pour les mettre en mesure de remplir leurs nouvelles tâches;
- e) organisation, à la lumière d'une analyse des coûts et des avantages escomptés, de programmes sociaux portant sur les services sanitaires, l'assainissement, l'alimentation et le logement en tant que partie intégrante des efforts consacrés à l'accroissement de la production et de la productivité agricoles; et mise en place d'une solide infrastructure institutionnelle destinée

à étayer et à encourager le développement rural. Sur le dernier point, les efforts pourront viser : à redistribuer les terres, à remanier la petite propriété morcelée, à encourager les programmes de peuplement rural, à améliorer la situation des fermiers et autres catégories de travailleurs analogues, à libéraliser le crédit, à instituer des services publics et semi-publics appropriés afin de répondre aux besoins et de protéger les intérêts des populations rurales et tout particulièrement des jeunes, et de tenir compte de manière appropriée et systématique de l'importance des possibilités du développement rural; à développer des associations et des organisations rurales volontaires, y compris des coopératives, en vue d'améliorer les conditions de vie et de travail dans les régions rurales et de faciliter la participation des populations rurales, particulièrement des jeunes, au processus de développement; à modifier les attitudes et à introduire de nouvelles conceptions relatives à la rénovation rurale, en recourant par exemple à des promoteurs sociaux et à des animateurs.

L'OIT, en collaboration lorsqu'il y avait lieu avec d'autres organisations, est intervenue activement dans un grand nombre de ces secteurs par le programme de ses activités normales en matière de main-d'oeuvre et d'emploi, de petites industries, de perfectionnement des cadres dirigeants, de développement de la productivité, de formation professionnelle, de conditions de travail et de politique des salaires, et de développement institutionnel, y compris la promotion de la participation populaire au processus de développement. Ces activités ont été menées dans le cadre soit de projets polyvalents qui comportaient néanmoins une importante composante rurale, soit de projets exclusivement ruraux. Il faut ajouter que l'OIT, tout en poursuivant ces activités, qui couvrent tous les secteurs de l'économie, s'est aussi lancée dans des voies nouvelles ou spéciales se rapportant au secteur rural. Le programme des Indiens des Andes en Amérique du Sud, qui est fondé sur une approche globale multi-sectorielle (couvrant un grand nombre des principaux secteurs d'activités de l'OIT et d'autres organismes s'intéressant au développement rural) en est un exemple; des méthodes analogues ont été utilisées en liaison avec l'intégration de groupes nomades et tribaux, y compris les réfugiés, dans le cadre de programmes de développement rural au Congo (Kinshasa) et au Burundi et dans les régions de nomadisme du Sahel. On peut citer, parmi les activités les plus récentes de l'OIT, des projets de développement rural intégré qui mettent l'accent sur la promotion de l'emploi, la mobilisation des jeunes, entre autres par la constitution d'une infrastructure appropriée, par l'application de meilleures méthodes de travail à fort coefficient de main-d'oeuvre et par l'organisation de programmes de formation préprofessionnelle.

2. Objectifs généraux de l'action de l'OIT

Les activités de l'OIT peuvent être classées en gros en trois catégories. Tout d'abord, l'Organisation s'efforce d'établir des normes internationales du travail visant à assurer la protection sociale des

travailleurs de tous types, en conseillant et en assistant les gouvernements dans leurs efforts pour adapter la législation sociale de leur pays à ces normes. La convention sur les plantations de 1958, qui fixe les lignes directrices pour la protection des travailleurs occupés dans les plantations, a été ratifiée par plusieurs Etats africains; elle est d'un intérêt particulier pour les pays d'Afrique.

En deuxième lieu, l'OIT déploie ses activités dans le domaine de la recherche. Il s'agit là d'un secteur qui mérite une attention toute particulière dans le contexte de l'Afrique où, à la suite de l'accession à l'indépendance de nombreux pays, le Bureau a dû s'adonner intensivement à la recherche et au rassemblement de données de fait, afin de se mettre en mesure de faire face aux impératifs du développement en Afrique. Des enquêtes générales sur l'Afrique du nord et sur l'Afrique au sud du Sahara ont été publiées en 1960 et en 1962; elles ont été suivies par des enquêtes détaillées sur des problèmes particuliers du développement rural, tels ceux qui se rapportent, par exemple, aux problèmes de la structure tribale, des régimes de la propriété foncière communale, de la situation des travailleurs dans les plantations, de l'emploi rural et de la formation professionnelle en milieu rural. Plus récemment, le Bureau s'est adonné à des recherches approfondies sur divers aspects institutionnels du développement rural. Une grande partie des travaux de recherche a un caractère essentiellement pragmatique et vise à garantir que l'assistance technique de l'OIT atteindra les résultats souhaités.

D'autres études portent notamment sur les sujets suivants : la participation sociale dans le développement et la répercussion des programmes de développement rural sur la participation, traités d'une manière générale; l'"animation rurale" dans les pays francophones, l'accent étant mis tout particulièrement sur ses incidences sur les institutions sociales, comparée au développement communautaire dans les pays africains de langue anglaise. On espère que cette étude sera utile à tous les pays africains, voire à tous les pays en voie de développement, dans leur recherche des méthodes les plus appropriées pour aborder le développement rural.

Ces études tendent à permettre à l'OIT non seulement de bien remplir ses fonctions d'analyse des problèmes et de diffusion des renseignements qui s'y rapportent, mais également de mettre en oeuvre avec plus d'efficacité son programme d'activités pratiques. Cela nous amène au troisième grand secteur d'activités de l'OIT.

Activités pratiques

Les activités pratiques dans le secteur rural se déroulent en liaison étroite avec les autres activités du Bureau; ainsi c'est la résolution adoptée à l'unanimité par la Conférence en 1960 qui a préparé la voie à l'expansion des activités pratiques dans le domaine rural en général, cependant que, dans certains domaines déterminés tels que la formation professionnelle dans les régions rurales, le développement coopératif, l'emploi

rural et la réforme agraire, l'assistance technique a été le prolongement logique des normes et résolutions adoptées par la Conférence au cours des dernières années. De même, le travail de recherche du Bureau est effectué en se fondant sur ses activités pratiques, tout en préparant d'autres activités de ce genre et en servant de base à la formulation de la politique à suivre à l'avenir.

Plusieurs projets en cours ou envisagés pour les années à venir peuvent être largement considérés comme des projets pilotes, destinés à mettre à l'épreuve de nouvelles conceptions et de nouvelles méthodes de développement rural. Il en est ainsi notamment du projet pilote d'emploi rural au Nigéria, du projet de développement rural au Tchad et du projet actuellement en cours d'exécution au Congo (Brazzaville) qui est conçu pour développer de manière générale la réadaptation rurale, surtout parmi les jeunes. Il en est ainsi également des projets de développement rural dit "zonal" qu'il est envisagé de mettre en application avec l'appui du PNUD-FS et qui consiste en une action intégrée, inscrite dans un cadre d'ensemble et faisant appel à plusieurs disciplines pour s'attaquer aux plus pressants problèmes que l'on rencontre dans une zone donnée, dans les pays qui sont prêts à apporter leur plein appui à ce type d'application intensive d'assistance technique.

L'OIT cherche également sans cesse à expérimenter de nouvelles méthodes et à introduire des innovations dans ses activités dans le domaine rural. Elle poursuit ses efforts pour déterminer diverses formes non classiques d'institutions rurales, notamment un type d'institutions de nature coopérative qui pourraient se révéler les mieux appropriées aux conditions des pays en voie de développement, plutôt que de chercher de manière rigide à favoriser le renforcement d'institutions qui se sont montrées certes utiles dans les conditions prévalant dans les pays développés. De même, l'introduction de formes appropriées d'assurance sociale à l'intention des populations rurales peut très bien exiger que soit modifié le type plus classique des régimes de sécurité sociale qui sont nés dans les pays avancés. Il en est également de même en ce qui concerne la formation professionnelle en milieu rural et les problèmes de la main-d'oeuvre rurale et de l'emploi rural.

Les activités de l'OIT en matière de développement rural visent essentiellement, en collaboration avec d'autres institutions, à assurer aux travailleurs ruraux une participation complète au processus du développement et aux avantages qui en résulteront. A cette fin, les programmes de l'OIT tendent à aider les Etats Membres :

- a) à prendre les mesures appropriées pour la création de nouveaux emplois dans les zones rurales et pour la préparation des travailleurs à ces emplois, dans les professions agricoles (y compris les travaux forestiers) et dans les professions non agricoles; ces mesures devraient également, là où il y a lieu, faciliter l'orientation des travailleurs vers les professions en milieux urbains et leur préparation à celles-ci;

- b) à s'assurer que les efforts ayant trait au développement rural s'appuient sur des institutions adéquates, publiques ou non, et que le personnel nécessaire pour les faire fonctionner est disponible;
- c) à favoriser la protection sociale de toutes les catégories de travailleurs ruraux, de façon à leur procurer des conditions de vie et de travail adéquates, qui soient conformes aux normes de justice sociale, à la dignité de l'homme et au progrès social.

3. Quelques secteurs d'activité de l'OIT

Emploi rural

L'OIT a accordé une attention particulière aux multiples aspects des problèmes de l'emploi rural dans les pays en voie de développement, bien que les activités entreprises dans ce domaine aient au début revêtu un caractère expérimental et aient été menées sur une échelle modeste, eu égard à l'ampleur et à l'urgence des problèmes en cause. Elle estimait qu'avant de lancer des opérations pratiques de grande envergure dans ce domaine, il était essentiel d'analyser avec soin les principales données du problème. Il s'agit ainsi non seulement de mieux comprendre et de mieux connaître les problèmes de l'emploi rural en général, mais aussi de fournir les données de fait essentielles pour que l'OIT soit en mesure de prévoir et d'appliquer, avec efficacité, un programme d'action approprié qui réponde aux besoins immédiats et aux besoins à long terme.

Dans le contexte africain, la difficulté la plus importante tenait souvent à l'absence de renseignements dignes de foi sur les structures et les niveaux actuels en matière d'emploi rural et plus particulièrement sur la nature, les causes et l'ampleur du sous-emploi rural. Des enquêtes systématiques sur le terrain portant principalement sur les aspects qualitatifs du problème ont été ou sont menées pour réunir des données de base solides en vue de la définition de lignes de conduite appropriées.

En ce qui concerne l'Afrique, considérée en soi et en tant que couverte par le Programme mondial de l'emploi, la Conférence régionale africaine sera saisie cette année d'une proposition de lancement d'un programme des emplois et des compétences techniques pour l'Afrique mettant en oeuvre des techniques adaptées aux situations particulières qui règnent dans la région en vue d'aider les gouvernements à multiplier les possibilités d'emploi et à assurer aux travailleurs les qualifications nécessaires requises.

Formation rurale

Depuis de nombreuses années, l'OIT a développé des programmes d'activités pratiques fondés sur une étude continue de la projection de la demande en main-d'œuvre qualifiée et sur les activités de formation

nécessaires pour répondre à ces besoins, ainsi que sur une analyse et une évaluation critique de la situation dans les régions rurales des pays membres. Les programmes de formation actuellement en cours s'adressent aux catégories suivantes de travailleurs ruraux :

- jeunes adultes et agriculteurs qui reçoivent, pendant une saison agricole, une formation aux méthodes de culture modernes destinée à les mettre en mesure de servir d'exemples à leur retour dans leur village;
- artisans à qui l'on apprend à améliorer leurs outils et leurs méthodes de travail, et jeunes gens à qui l'on dispense une formation intensive pour en faire des artisans ruraux spécialisés, compte tenu des possibilités d'emploi;
- travailleurs qualifiés à qui l'on dispense une formation technique avancée dans leur spécialité, travailleurs qui sont initiés aux soins à donner à certaines cultures particulières, à l'élevage du bétail, à l'utilisation et à l'entretien d'outils et de machines agricoles particuliers;
- jeunes ruraux ayant achevé leurs études primaires et entreprenant des activités agricoles et à qui l'on assure une formation préprofessionnelle dans des centres créés à cette fin;
- jeunes filles et jeunes femmes à qui l'on dispense une instruction de base en matière d'économie ménagère et d'agriculture (élevage d'animaux, jardinage, etc.), activités souvent menées en collaboration avec d'autres organisations;
- travailleurs forestiers à qui l'on apprend, dans des cours de brève durée, à utiliser des machines modernes, telles que scies mécaniques et engins de levage.

Ces programmes de formation peuvent être combinés en un seul projet. D'autres peuvent être conçus selon les nécessités, par exemple, à l'occasion de la création de camps de travail rural, ou dans quelques spécialisations artisanales.

Le service compétent du siège conduit des travaux de recherches pour se tenir au courant de l'évolution méthodologique et pour permettre aux intéressés d'adapter les techniques de l'enseignement aux situations nouvelles.

Chaque unité d'enseignement dispense des connaissances à la fois théoriques et pratiques. Les modifications nécessaires sont apportées aux programmes en vue de les adapter au cycle agricole, aux ressources en personnel et aux possibilités financières. Enfin, tous les programmes des cours comprennent une matière d'enseignement général, qui fait souvent partie d'un programme d'alphabétisation pour adultes.

Le programme de formation est généralement mis en oeuvre en deux étapes :

- une étape initiale au cours de laquelle l'OIT utilise ses propres ressources, souvent avec l'assistance d'autres organisations telles que le FISE;
- une action à long terme tendant à l'établissement de centres de formation professionnelle et à la formation d'instructeurs conformément à un calendrier précis et en collaboration avec le gouvernement requérant. Cette étape est financée par le PNUD ou par des programmes bilatéraux, souvent avec l'assistance du Programme alimentaire mondial et du FISE.

Des possibilités de collaboration entre l'OIT, l'UNESCO et la FAO ont été définies dans un aide-mémoire signé le 3 mai 1968 par les trois directeurs généraux. Cette collaboration est fondée sur le principe de leur responsabilité commune envers les gouvernements des Etats Membres, dans la planification d'un système d'éducation et de formation professionnelle agricole. Etant donné que les programmes d'éducation et de formation professionnelle des trois organisations sont complémentaires, chacune d'elles peut et doit contribuer au développement rural des pays membres dans sa spécialité. Des programmes sont actuellement en cours en collaboration avec l'UNESCO (création de centres de formation rurale pratique au Mali) et avec la FAO (projet de formation professionnelle rurale). L'application des dispositions de l'aide-mémoire entraînera sûrement une collaboration interinstitutions plus fructueuse et accroîtra le nombre des programmes mixtes interorganisations.

Coopératives

Etant donné que l'organisation coopérative offre de larges possibilités de progrès social et économique et qu'elle constitue un moyen efficace de coordination des efforts individuels et des efforts des pouvoirs publics, en compte de plus en plus sur elle pour favoriser le développement rural dans de nombreux pays. Elle est particulièrement importante là où les projets de développement rural mettent spécialement l'accent sur l'utilisation des ressources locales, notamment en matière de compétences et d'aptitudes. Pour accélérer le développement rural par une action coopérative, l'OIT aide depuis de nombreuses années un certain nombre de pays en voie de développement - tout particulièrement en Afrique - à renforcer les coopératives existantes et à favoriser la création de nouvelles coopératives. Très récemment, l'OIT a préconisé une nouvelles formule plus large comportant l'établissement d'institutions coopératives et de développement rural chargée d'activités de formation, de recherche et d'opérations sur le terrain. Normalement, les projets correspondants ont un triple objectif :

- a) conseiller le gouvernement dans ses efforts visant à favoriser les coopératives et le développement rural en général;

- b) mener des recherches, conduire des enquêtes sur le terrain et former du personnel tant officiel que non officiel pour les activités coopératives et de développement rural à différents échelons; et
- c) collaborer à des programmes d'activités pratiques au niveau opérationnel, surtout dans le cadre de projets pilotes organisés dans des secteurs spécialement choisis.

Intégration et sédentarisation des populations nomades

Pour faire face aux modifications d'ordre économique et social qui interviennent actuellement dans les régions habitées par des populations nomades et aux problèmes qu'elles posent aux pays intéressés, les institutions de la famille des Nations Unies ont entrepris un certain nombre de recherches et d'activités pratiques visant à favoriser l'évolution de ces populations et leur intégration dans la vie nationale. Une collaboration interinstitutions s'est révélée essentielle, du fait que les problèmes des groupes nomades couvrent un vaste domaine socio-culturel, économique et technique et qu'une action prise dans un sens doit s'accompagner d'une action dans un autre sens, si l'on veut ne pas fausser l'équilibre naturel du complexe structurel. Il est inutile de dire qu'il n'existe pas de formule type applicable à tous les cas; les mesures prises doivent être adaptées aux circonstances particulières d'une région donnée.

Parmi les types d'activités les plus importants entrepris par l'OIT en collaboration avec d'autres institutions en vue d'assurer un développement économique et social équilibré des populations nomades, on peut notamment mentionner :

- a) mise en place de structures appropriées et création d'un mécanisme national de coordination chargé des problèmes relatifs aux nomades;
- b) création de nouvelles possibilités d'emploi dans les professions artisanales, rurales et agricoles;
- c) amélioration des activités traditionnelles d'élevage de bétail et du cadre d'existence et de travail des nomades;
- d) étude des aspects sociaux de la réforme agraire et introduction, s'il y a lieu, de programmes de sédentarisation des populations nomades;
- e) mise au point et application de programmes de formation adaptés aux conditions spéciales des populations nomades;
- f) recherche continue sur différents problèmes institutionnels, sociaux et économiques des groupes nomades;

- g) convocation de réunions techniques pour la discussion des problèmes des groupes nomades.

Développement de l'artisanat et de la petite entreprise

Un programme de développement des petites entreprises couvrant un vaste territoire présente des avantages évidents, notamment dans la mesure même où il contribue à freiner l'exode rural. Les petites entreprises hésitent à faire des sacrifices financiers pour améliorer leur équipement et s'assurer les services d'éléments qualifiés et préfèrent puiser aux ressources en main-d'oeuvre disponibles. Les gouvernements prennent donc de plus en plus nettement conscience de la nécessité d'adopter des programmes et des politiques qui sont de nature à favoriser le développement des petites entreprises et à les mettre en mesure de répondre aux exigences d'un marché extérieur et intérieur croissant et visant une large gamme de produits et de services.

Pour faire face aux demandes d'assistance technique dans ce domaine, l'OIT a entrepris un programme qui vise notamment :

- a) à créer des emplois rémunérateurs en aidant à l'établissement de nouvelles petites entreprises et à l'élargissement des entreprises existantes;
- b) à maintenir les niveaux de l'emploi soit par une modernisation d'abord partielle des procédés de fabrication soit par la mise en oeuvre d'autres moyens qui assurent une transformation progressive des procédés traditionnels à fort coefficient de main-d'oeuvre (introduction de "techniques intermédiaires", par exemple) sans toutefois perdre de vue la nécessité urgente d'assurer une croissance économique rapide et des progrès sociaux constants;
- c) à faciliter la transition d'une ambiance de travail traditionnelle, à un milieu de travail moderne, en réduisant les tensions sociales et les difficultés qui résultent de modifications structurelles rapides, et à favoriser l'adaptation sociale et professionnelle nécessaire au développement économique par la formation des ouvriers et le perfectionnement des cadres dirigeants et par la mise en oeuvre de services de vulgarisation.

Dans l'application de ce programme, l'OIT maintient une coordination étroite avec ses autres activités dans les domaines du développement rural et de la jeunesse; les plans régionaux pour le développement des ressources humaines, tels que prévus, par exemple, dans le Programme mondial de l'emploi, fournissent le cadre au sein duquel le programme pour la petite entreprise sera progressivement intensifié.

Les activités techniques de coopération menées en vue d'atteindre ces objectifs prévoient les mesures suivantes :

- a) aide dans la formulation et, s'il y a lieu, dans l'application des politiques et des programmes officiels destinés à promouvoir l'évolution, du stade traditionnel au stade moderne, des activités de fabrication et de service, dans la mesure où elles sont de petite envergure;
- b) aide en vue de la mise au point d'un système complet de services de promotion et de soutien, visant à l'introduction de nouveaux artisanats et à la modernisation de ceux qui existent déjà, à la promotion d'artisanats d'art produisant pour le tourisme et pour l'exportation, et au développement de services artisanaux modernes, en vue d'étayer l'industrialisation d'une manière générale;
- c) formation d'entrepreneurs et encouragement à une coopération interentreprises sous toutes ses formes, activités auxquelles il sera donné une importance spéciale tout particulièrement dans le secteur des petites entreprises manufacturières.

4. Développement rural intégré

Projets d'ensemble

Il existe actuellement une tendance marquée au sein de l'OIT, comme d'ailleurs dans le système d'organisation des Nations Unies, à considérer le développement rural comme exigeant essentiellement une méthode d'action intégrée et le recours à de multiples disciplines. La nature même du processus du développement rural et l'ampleur du problème que pose le progrès économique et social dans les zones rurales exigent que l'action soit menée sur plusieurs fronts à la fois. C'est là un principe dont s'inspire l'OIT depuis quelque vingt ans. Il est au centre même de la conception du Programme mondial de l'emploi, en ce qui concerne la mise en valeur des ressources humaines et la nécessité d'établir des liens étroits entre l'emploi et la formation. Il est, d'autre part, évident que ces deux derniers domaines d'activité n'atteindront pas leur objectif essentiel s'ils ne sont étayés par des mesures institutionnelles aussi bien que par une action directe visant à améliorer les conditions de vie et de travail de tous ceux qui exercent une activité rurale, qu'il s'agisse de l'agriculture ou d'autres professions.

Dans le domaine de la coopération technique, la méthode intégrée est également applicable. De plus en plus, les activités de coopération technique de l'OIT à l'égard du développement rural prendront la forme de contributions, dans les domaines de sa compétence, à des projets globaux de développement rural, portant sur une pluralité de secteurs dans un cadre pleinement intégré, projets à l'exécution desquels le PNUD-FS s'intéresse d'ailleurs de plus en plus vivement.

L'approche multi-sectorielle exige une coordination efficace des activités de développement des ressources matérielles et de celles qui se rapportent à la mise en valeur des ressources humaines et à la structure institutionnelle, afin que, grâce à l'interaction continue de ces activités, les fonds et les efforts investis fournissent un rendement optimal. Il existe de nombreux projets de développement des ressources matérielles dans les régions rurales ou semi-rurales (exploitation des ressources minérales et développement des installations portuaires, par exemple) qui entraînent d'importantes dépenses en capital et qui pourraient servir de noyau pour la mise en oeuvre de projets de développement rural plus complets, mettant d'abord l'accent sur le développement institutionnel et la mise en valeur des ressources humaines. Il serait, d'autre part, également possible de lier, dans le cadre d'un nouveau programme global, quelques-uns des projets les plus réussis dans les domaines de la mise en valeur des ressources humaines et du développement institutionnel aux projets qui se rapportent au développement des ressources matérielles dans la même région.

Un des objectifs essentiels des projets globaux est celui d'aider les gouvernements à atteindre les buts fixés dans le plan en ce qui concerne les questions suivantes : amélioration de la production dans le secteur rural, lutte contre le chômage et le sous-emploi, accroissement des services sociaux, mise en place des structures institutionnelles nécessaires, fourniture de services et d'équipement dans des régions rurales déjà peuplées ou à de nouvelles collectivités, et, enfin, mise en place de l'infrastructure indispensable au développement sous quelque forme que ce soit. Une grande importance doit être accordée à la formation professionnelle à tous les niveaux et, en particulier, à celle des employés et des membres des coopératives, des animateurs ruraux, des agriculteurs, des artisans, du personnel technique de niveau moyen et de tous ceux qui exercent sur place des fonctions d'encadrement ou d'administration, en vue de l'application des programmes.

Un projet de développement rural global en Afrique, entraînant la participation de plusieurs organismes internationaux a été lancé au Congo (Brazzaville) en 1968. Il tend à la modernisation de la vie en milieu rural, dans la cinquième région économique du Congo, et le Gouvernement reçoit à cette fin une aide pour la formulation et la mise en application d'un programme complet d'activités.

Conseillers régionaux

Une des caractéristiques essentielles du développement rural réside dans le fait que les conceptions et les mesures appliquées doivent être adaptées aux conditions économiques, sociales et culturelles des pays en cause. Afin que la coordination et la conception du développement rural dans chaque région s'effectuent de manière intégrée, des conseillers régionaux ont été affectés à chaque région pour que la formulation des programmes en matière de développement rural se fasse de plus en plus au niveau opérationnel. Ces conseillers régionaux sont notamment chargés,

avec leurs homologues des autres organismes de la famille des Nations Unies et d'autres organisations régionales, de l'élaboration d'une doctrine commune et de programmes de travail conjoints. Si les problèmes fondamentaux du développement rural sont largement les mêmes dans le monde entier, ce qui rend universellement valables les objectifs généraux du programme de l'OIT, chaque région n'en diffère pas moins des autres pour ce qui est de l'ordre de priorités à établir. Ainsi, en Afrique, l'accent continuera d'être mis sur la création du cadre institutionnel de base nécessaire au développement, y compris la promotion d'institutions coopératives appropriées, et sur l'introduction d'une formation professionnelle de base enseignant différents types de qualifications rurales et agricoles, en vue d'accélérer le processus de modernisation du secteur rural.

5. Leçons à tirer de l'expérience de l'OIT

L'expérience de l'OIT et de différents autres organismes dans leurs activités pratiques en milieu rural a mis en relief la nécessité d'appliquer certains principes ou certaines conceptions nouvelles pour accroître l'impact et renforcer l'efficacité des activités considérées.

- a) S'il est vrai que les problèmes du secteur rural, de par leur urgence et leurs caractéristiques, doivent être abordés d'une manière qui leur est propre, il n'en est pas moins essentiel que la planification et l'application des programmes ruraux s'effectuent dans le cadre d'un plan de développement national d'ensemble et non d'une manière isolée. Les programmes ruraux ainsi conçus pourront être considérés comme un moyen de réaliser une intégration de la ville et de la campagne dans le contexte du processus du développement national;
- b) une action sectorielle ou des activités déployées dans les différents domaines spécialisés sont utiles lorsqu'elles visent à la réalisation de certains objectifs particuliers, clairement définis par avance à la lumière des progrès actuels ou prévus dans d'autres secteurs connexes, de manière à éviter un déséquilibre tout au moins à long terme. Cependant, compte tenu de la complexité et de l'interdépendance des problèmes ruraux et du fait qu'une action spécialisée dans ce domaine risque d'entraîner toute une série de réactions en chaîne, qui se répercuteront sur la structure de la communauté rurale dans son ensemble, il peut être plus utile et efficace, lorsque les conditions voulues sont réunies, de concevoir les activités internationales dans ce domaine sur une base globale, multisectorielle, ce qui suppose que l'action nationale et internationale soit concertée;

- c) étant donné qu'il n'a pas été assez tenu compte, jusqu'à présent, des éléments qui ont empêché l'aide du PNUD de donner tous les résultats escomptés, il faut accorder une attention spéciale, particulièrement en ce qui concerne la planification du nouveau type de projets globaux, aux exigences fondamentales d'ordre tant social qu'institutionnel, ainsi qu'à la nécessité de mettre en valeur les ressources humaines parallèlement aux ressources matérielles.

ANNEXE I

DESCRIPTION DE QUELQUES PROJETS

Programme des Indiens des Andes
(PNUD/AT et PR)

C'est, en 1954, que le Programme des Indiens des Andes, qui vise à améliorer les conditions de vie des Indiens du haut plateau des Andes tout en facilitant leur intégration dans la vie économique et sociale des pays où il vivent, a démarré timidement et sur une base expérimentale dans certaines régions choisies du Pérou, de la Bolivie et de l'Equateur. Les résultats positifs obtenus dès le début ont amené quatre autres pays de la région, soit l'Argentine, le Chili, la Colombie et le Venezuela, à entreprendre des activités analogues : aujourd'hui, il n'est pas un seul pays d'Amérique latine, ayant des populations indiennes, qui ne participe pas aux activités du PIA. De plus, le Gouvernement du Guatemala a manifesté récemment le désir de se lancer dans un projet ambitieux d'intégration et de développement rural inspiré par le PIA. L'expérience acquise grâce à ce programme a également suscité de l'intérêt dans d'autres régions, où des activités analogues ont été entreprises pour résoudre des problèmes de même nature.

Pendant ces treize années de réalisation, le PIA a également été à l'origine de nombreuses autres activités dans les pays intéressés, et ce dans un double sens : tout d'abord, les activités qui, on l'a déjà relevé, ont commencé essentiellement sur une base expérimentale, se sont désormais intégrées dans les plans et programmes de développement national à long terme des pays en cause; deuxièmement, les méthodes et activités développées dans le cadre du PIA s'étendent aux communautés non aborigènes d'autres régions rurales des mêmes pays. La création ou l'extension des plans ou programmes nationaux désignés ci-après illustrent, de manière éloquent, l'effet multiplicateur du PIA à l'échelon national : Bolivie - Plan national de développement rural, 1962; Equateur - Programme national de développement rural - Intégration du paysan à la vie nationale, 1961; Pérou - Projet de développement et d'intégration de la population indigène, 1961; Argentine - Plan andin de Jujuy, 1962; Chili - Programme andin d'Arica, 1961; Colombie - Programme andin de la Cauca, 1961; et Venezuela - Programme andin de la Guajira, 1965.

Le PIA, auquel participent, outre l'OIT, quatre institutions internationales - les Nations Unies (y compris le FIASE), la FAO (et le Programme alimentaire mondial), l'UNESCO et l'OMS - offre également l'exemple d'une intégration heureuse de l'assistance technique et des activités d'investissement et de préinvestissement. Les activités internationales réalisées dans le cadre du programme ont été entreprises au départ sous l'égide du PEAT et des budgets réguliers des institutions intéressées; certaines de ces activités ont bénéficié, par la suite, de l'assistance du Fonds spécial

et il sera désormais possible d'entreprendre, au titre du Fonds spécial, des projets supplémentaires qui viendront encore renforcer les activités déployées dans le cadre du Programme. La Banque interaméricaine de développement, pour sa part, a mis d'importantes sommes à la disposition des Gouvernements du Pérou (20 millions de dollars), de l'Equateur (1,8 million de dollars) et la Bolivie (1,5 million de dollars) pour soutenir nombre de ces activités et le Gouvernement de l'Equateur négocie actuellement un prêt supplémentaire beaucoup plus important en vue de développer davantage ses activités et d'autres activités connexes.

Le Programme a également bénéficié de contributions financières et matérielles au titre de l'aide bilatérale. Dix gouvernements (République fédérale d'Allemagne, Belgique, Etats-Unis, France, Danemark, Mexique, Norvège, Royaume-Uni, Suède et Suisse) et de nombreuses organisations non gouvernementales ont apporté leur contribution, qui va de l'aide financière à l'équipement d'écoles, d'ateliers et dispensaires et à la fourniture d'équipements connexes.

Au cours des premières années de réalisation, le Programme a été géré et soutenu, dans une large mesure, par les institutions internationales, mais, maintenant que les responsabilités ont été transférées progressivement aux autorités nationales et que les experts des institutions ont assuré la formation de personnel national, la situation est désormais totalement différente. Le fait que le Programme ait été intégré dans les plans nationaux de développement et dans les administrations et budgets nationaux a non seulement assuré la continuité de l'action entreprise, mais aussi contribué largement à la solution du problème de l'aide de contrepartie - ressources, personnel et services d'administration générale. Ainsi, sur quelque 12 millions de dollars qui ont été investis en 1966 dans les plans d'intégration des pays en cause, 3,9 millions provenaient de budgets nationaux. Les 1 772 membres du personnel des différents pays qui étaient chargés de la réalisation de ces plans en 1966 comprenaient 81 cadres supérieurs, 1 173 techniciens et 282 administrateurs, et 236 personnes travaillant dans les transports et les services généraux.

Congo (Brazzaville) : Rénovation rurale (PNUD/FS)

Ce projet vise d'abord à améliorer les conditions de vie et de travail de la population rurale de régions pilotes, par l'accroissement de la production agricole, l'établissement d'institutions rurales appropriées et une meilleure utilisation de la main-d'oeuvre et de la jeunesse locales; ensuite, il se propose de formuler et d'appliquer une méthode de développement multi-sectorielle susceptible d'être adoptée ultérieurement dans d'autres régions du pays ou au pays dans son ensemble; enfin, il s'appliquera à consolider et à stimuler un comité régional de coordination pour le développement, en liaison avec tous les autres services qui apportent leur concours au projet.

Il est prévu que le projet sera pleinement opérationnel à partir du troisième trimestre de 1969.

Nigéria Occidental : Projet pilote de promotion
de l'emploi rural
(PR, PNUD/FS)

Le Gouvernement de l'Etat du Nigéria occidental s'est efforcé de trouver, de toute urgence, des possibilités d'emplois appropriées dans les régions rurales pour le nombre croissant de travailleurs sous-employés et de travailleurs au chômage, tout particulièrement pour les jeunes qui quittent l'école et qui émigrent vers les villes où les possibilités d'emplois sont très rares. En 1964, le Gouvernement a demandé la collaboration de l'OIT en vue de la mise au point de méthodes adéquates pour s'attaquer aux problèmes du chômage dans les régions rurales. L'OIT a affecté, dans le cadre de son Programme régulier, une équipe de sept personnes chargée d'aider à planifier et à mettre en exécution un projet pilote de promotion de l'emploi rural dans l'Etat du Nigéria occidental. Les problèmes ont été étudiés en profondeur dans une zone pilote constituée par les trois régions relevant des conseils de districts d'Ifo, d'Otta et d'Illaro, dans la division de Egba-Egbado. Au milieu de 1966, ces trois régions comptaient un nombre total estimatif de 138 000 habitants dont près d'un cinquième résidaient dans les trois villes rurales de la région.

A la suite d'enquêtes multi-sectorielles, une politique de développement rural, fondée sur l'accroissement de la productivité dans l'agriculture et dans les petites entreprises a été proposée comme constituant le moyen le plus efficace d'accroître les possibilités d'emploi et de faire bénéficier les régions rurales de la puissance d'attraction d'une zone en développement. Ces propositions ont été concrétisées dans une demande du Gouvernement au Fonds spécial du PNUD pour la mise en oeuvre d'un projet pilote vigoureux et concentré comportant des programmes en matière d'agriculture, de petites entreprises affectées au travail du bois, du métal et de la construction ainsi qu'à l'amélioration des routes rurales et prévoyant également une formation préprofessionnelle destinée aux jeunes qui, quittant l'école, restent au chômage dans la région. Il est prévu que le projet du Fonds spécial commencera de fonctionner au milieu de 1969 et se poursuivra en deux phases : une première phase d'un an et demi suivie, le cas échéant, d'une deuxième phase qui durerait trois ans et demi et s'attachant tout particulièrement aux points qui, dans la première phase, ont donné des résultats satisfaisants. Dans la première phase, le projet devra recourir, pour son exécution, à un chef de projet, à sept experts et à trois instructeurs ainsi qu'à leurs homologues nationaux et au personnel local de soutien à tous les niveaux.

Les résultats obtenus, grâce à l'enquête, seront incorporés dans le Plan de développement et la politique du Gouvernement, afin qu'ils puissent être appliqués à l'échelon de l'Etat.

D'autres organismes internationaux collaborent à l'application de ce projet du Fonds spécial : c'est ainsi que deux postes d'experts dans le domaine de l'agriculture ont été confiés en sous-traitance à la FAO, que l'UNICEF contribuera probablement au financement de l'équipement destiné à la formation préprofessionnelle et que l'UNESCO a offert son aide en vue de l'inclusion, dans la deuxième phase du projet, d'activités d'alphabétisation de la population adulte.

Cameroun : Centre pour le développement des coopératives
(PNUD/FS)

L'objectif du projet, dont la durée est de cinq ans, est d'aider le Gouvernement du Cameroun à fournir les services techniques, à assurer la formation du personnel et à entreprendre les études nécessaires pour permettre le renforcement et l'expansion des coopératives, afin d'accroître la productivité agricole et d'encourager le développement rural.

Un centre pour le développement des coopératives et des entreprises analogues (CDEC) sera ouvert à Yaoundé, la capitale fédérale. Ce centre comportera trois divisions techniques :

- a) une division opérationnelle qui donnera aux coopératives existantes des conseils et une assistance pratique, qui aidera à la création de nouvelles coopératives et qui coordonnera les activités des coopératives primaires et des unions de coopératives à l'intérieur des différents secteurs de l'économie, ainsi qu'entre les deux Etats fédérés;
- b) une division de la recherche qui entreprendra des études concrètes sur des questions telles que le crédit coopératif, la rentabilité des entreprises (à l'intention de certaines coopératives particulières), la création de coopératives nouvelles et le contrôle administratif et qui rassemblera toutes les statistiques nécessaires; et
- c) une division de la formation qui sera chargée de la formation du personnel des coopératives ainsi que des fonctionnaires du Gouvernement et notamment :
 - 1) les cadres coopérateurs intermédiaires qui, en dernière analyse, seront chargés de la formation décentralisée des administrateurs de coopératives à l'échelon du village;
 - 2) des moniteurs pour le Centre de formation coopérative fonctionnant actuellement à Ebolowa au Cameroun oriental et d'un centre qui sera créé, au titre du projet, à Bambui au Cameroun occidental;

- 3) des inspecteurs gouvernementaux des coopératives;
- 4) des administrateurs, comptables et autres agents du mouvement coopératif. On s'attachera tout particulièrement à la formation du personnel des coopératives de villages.

Les divers cours de formation des catégories de personnel indiquées ci-dessus comporteront des cours généraux et spécialisés, d'une durée de six à huit mois, qui seront donnés dans les deux écoles d'Ebolowa, pour le Cameroun oriental, et de Bambui, pour le Cameroun occidental. Il est prévu qu'à la fin de la période quinquennale quelques milliers d'agents coopérateurs et 250 fonctionnaires des services gouvernementaux chargés d'assistance au mouvement coopératif auront suivi des cours de formation ou de recyclage. De plus, des cours de recyclage spécialisés seront organisés périodiquement à Yaoundé pour les cadres administratifs supérieurs, et des cours de courte durée à Ebolowa et à Bambui pour les administrateurs de coopératives et les autres catégories de personnel. L'enseignement sera dispensé en français à Ebolowa, en anglais à Bambui et dans l'une et l'autre langue à Yaoundé.

Une attention particulière sera consacrée à l'intégration de l'assistance accordée aux coopératives avec les activités d'autres services s'occupant du développement rural, notamment les services de vulgarisation des techniques agricoles et de crédit. En intensifiant l'assistance que le gouvernement accorde aux coopératives au niveau du village, le projet vise à créer les structures et les motivations nécessaires pour rallier la participation active de la population à l'effort de développement national. Il est prévu que les structures coopératives améliorées favoriseront l'introduction de méthodes modernes de production, de commercialisation et de distribution et, par voie de conséquence, entraîneront une augmentation sensible du revenu des populations rurales.

Pour la réalisation de ce projet, le PNUD (Fonds spécial) assurera 36 $\frac{1}{2}$ années/homme de service d'experts et de consultants dans les domaines suivants : développement des coopératives, organisation et gestion des coopératives, inspection et financement des coopératives, études et recherches, vulgarisation des techniques agricoles. Il financera des voyages d'études ou accordera des bourses. Il fournira le matériel d'enseignement nécessaire aux deux écoles, ainsi que des véhicules. L'institution chargée de l'exécution du projet utilisera une partie de la contribution du PNUD (Fonds spécial) pour l'achat de matériel agricole qui servira à aider directement les membres des coopératives, lesquels le recevront sur la base de prêts remboursables aux coopératives.

Le Conseil d'administration du PNUD a approuvé le projet, pour exécution, en janvier 1968 et la contribution totale est légèrement supérieure à 1 million de dollars; - l'OIT a été désignée comme l'institution chargée de l'exécution du projet.

Arabie séoudite : Développement des coopératives
(PNUD/AT, PR, TF)

C'est en 1963 que, pour la première fois, le Gouvernement de l'Arabie séoudite a sollicité l'assistance du BIT dans le domaine des coopératives, en vue de l'exécution d'une enquête sur les conditions du développement des coopératives, en liaison notamment avec le programme de développement communautaire et rural du pays, compte tenu du fait que des coopératives avaient déjà été créées, avec l'aide d'assistants sociaux, dans les régions où était réalisé le projet de développement communautaire. L'expert avait été chargé de dresser les grandes lignes d'un programme de développement coopératif, de créer un département des coopératives et de former les fonctionnaires qui en assumeraient la gestion et d'assurer, de manière générale, la formation et l'enseignement en matière coopérative.

A ce jour, l'expert a mis sur pied un programme d'action commune avec le concours de l'expert en matière de développement communautaire nommé par l'ONU, de sorte que les deux projets devraient se renforcer mutuellement et donner ainsi les meilleurs résultats. L'expert en matière de coopératives a formé des organisateurs de coopératives qui ont été affectés aux régions dans lesquelles est réalisé le programme de développement communautaire pour y développer le mouvement coopératif dans le cadre du programme communautaire. Il a réorganisé les coopératives existantes et créé des coopératives simples à fins multiples pour l'achat de matériel et de denrées agricoles et pour la fourniture de crédits. Il a persuadé les petits artisans et commerçants de la région de Riyadh de réunir leurs ressources et créer une "aire artisanale et commerciale" où ils se sont groupés pour exercer leurs activités et organiser une formation professionnelle plus poussée. Avec l'aide d'assistantes sociales travaillant dans les régions où est réalisé le programme de développement communautaire, il a amené par la persuasion les femmes de Jeddah et de La Mecque à constituer une coopérative de couturières qui se chargera également d'organiser des cours d'alphabétisation pour adultes.

Etude des conditions de travail et de vie des
travailleurs des plantations
(PR)

L'objet de cette étude, exécutée pour donner suite à une résolution adoptée par la Conférence internationale du Travail en 1958, est de mieux faire comprendre les problèmes inhérents à l'économie des plantations et d'aider le Bureau international du Travail dans les activités d'assistance technique qu'il entreprend pour améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs des plantations.

Le Bureau international du Travail a désigné trois experts qui ont été chargés d'effectuer l'étude dans certains pays choisis d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. L'étude a été menée dans douze pays entre le début

de septembre 1962 et la fin de mai 1964; elle a commencé en Asie. Elle a porté sur les pays ci-après : Afrique - Cameroun, Côte-d'Ivoire, Ile Maurice, Tanganyika; Asie - Ceylan, Inde, Indonésie, Malaisie; Amérique latine - Colombie, Costa Rica, Equateur, Pérou.

Le but principal de l'étude est de fournir des éléments d'information sur la situation des plantations telle qu'on l'a observée dans les pays visités. Les experts avaient pour instruction, tout en tenant compte de la législation de ces pays, de rassembler toute une série d'informations sur divers aspects des conditions de travail et de vie dans les plantations. Le Bureau international du Travail, en utilisant les données rassemblées, a établi un rapport intitulé "Les travailleurs des plantations - Leurs conditions d'emploi et leurs niveaux de vie" qui a paru, en 1966, dans la série "Etudes et documents".

Réunion technique d'étude des problèmes du nomadisme
au Sahel, Niamey, 9-20 septembre 1968

C'est dans le cadre de son programme en matière d'intégration et de protection des populations aborigènes, tribales et semi-tribales que le BIT a organisé cette réunion technique. Elle avait pour objectifs non seulement d'étudier certains aspects économiques et sociaux propres aux nomades sahéliens, mais aussi d'examiner les questions relatives au développement de ces populations, notamment celles concernant les activités de l'OIT et d'autres organisations internationales intéressées déployées en leur faveur.

A cette réunion ont participé aux travaux des experts et responsables nationaux dans le domaine en question, nommés à titre individuel par les Gouvernements de l'Ethiopie, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, de la Somalie, du Soudan et du Tchad, et des représentants de l'ONU, du PNUD, de la FAO, de l'UNESCO, et l'OMS. Un certain nombre de suggestions concrètes ont été retenues pour activer la réalisation de projets nationaux et internationaux en faveur des populations nomades.

République centrafricaine : Formation professionnelle
d'artisans ruraux
(PNUD/FS)

L'économie de la République centrafricaine est principalement agricole. Dans la plupart des pays, les techniques de culture sont encore traditionnelles. Le progrès socio-économique du pays dépendra surtout de la diffusion des techniques agricoles modernes et de l'amélioration des conditions de vie rurales.

Le Gouvernement de la République centrafricaine a manifesté, par conséquent, l'intention d'appliquer efficacement son programme de développement rural auquel une grande priorité a été donnée dans le plan de développement 1967-1970.

Pour la mise en oeuvre de ce programme, il est nécessaire, entre autres, de donner une formation professionnelle à 1 000 artisans ruraux environ, au cours des prochaines années. Cela permettra de doter chaque communauté rurale des services nécessaires à l'introduction d'une agriculture moderne, fondée sur la traction animale et sur l'utilisation de charrues et de chariots. Pour ce programme, le Gouvernement a fait appel à la coopération du PNUD et du BIT.

Dès le démarrage du programme, l'expert principal a défini avec le département de tutelle, le Ministère de l'éducation, les opérations du projet.

Dix centres de formation, installés avec l'appui financier du Fonds Européen de Développement, ont entrepris leurs activités : 400 élèves dans la section menuiserie et 120 dans la section maçonnerie ont fréquenté les centres qui étaient encadrés par seize directeurs de section. D'autre part, le recyclage des instructeurs a été organisé et les experts se sont occupés de la mise au point des programmes et des méthodes de formation.

Par ailleurs, une enquête sur les besoins de la République centrafricaine en artisans ruraux de différentes spécialités a été effectuée; leur nombre se situe entre 1 000 et 1 500, ce qui, compte tenu des structures existantes du projet, signifie que les besoins en formation pourront être comblés au cours des trois prochaines années. Seul le problème de l'installation des artisans formés reste en suspens.

Mali : Organisation et mise en place de
Centres à orientation pratique (COP)
(PNUD/FS)

Par voie législative, le Gouvernement du Mali a décidé de réformer son système d'enseignement et de revoir son programme d'enseignement primaire de manière que toutes les écoles primaires des régions où dominent les activités agricoles dispensent obligatoirement un enseignement agricole. Le Gouvernement tient donc beaucoup à ce que l'instruction primaire ait, dès la première année, une orientation agricole et rurale.

Le Gouvernement du Mali espère fournir une formation professionnelle à tous les jeunes qui, quittant l'école primaire, n'entreprennent pas le second cycle. Le Gouvernement espère atteindre cet objectif par la création de centres de formation rurale à orientation pratique (COP= Centres à orientation pratique) où les jeunes recevront, pendant deux ans, une formation pratique répondant aux besoins et aux réalités économiques et sociales du pays.

Le projet a pour but de donner aux jeunes filles et garçons qui quittent l'école une formation préliminaire les préparant aux travaux agricoles et à d'autres métiers ruraux, afin de leur permettre de s'intégrer harmonieusement dans la communauté dont ils font partie.

Ainsi, les COP seront adaptées à la région en fonction du milieu et intégrées dans les structures communautaires et familiales; ils respecteront et favoriseront l'épanouissement de relations économiques, sociales et humaines au sein de la communauté et de la famille. Les COP seront, par conséquent, légèrement en avance sur leur milieu en ce qui concerne tant leurs caractéristiques matérielles que les méthodes de formation qu'ils appliquent.

La formation d'instructeurs et l'établissement de centres sont, dès à présent, envisagés. Un organisme national chargé de la mise sur pied et du fonctionnement du centre sera rattaché au Ministère de l'éducation nationale et assurera la coordination entre les différents aspects de la formation d'instructeurs et de l'établissement des centres. Cet organisme central sera également chargé de l'organisation des cours de formation en cours d'emploi, de cours de recyclage et de cycles d'études.

Sept mille cinq cents élèves quittent, par an, l'école avant d'aborder le deuxième cycle de l'enseignement primaire (sixième année). Afin d'offrir un nombre suffisant de places à ces jeunes dans les centres de formation rurale, il faudrait créer 125 centres et former 500 instructeurs, ce qui signifie que, durant une période de cinq ans, il faudrait former 100 instructeurs et établir 25 centres annuellement.

Sénégal : Programme de formation
professionnelle rurale
(PNUD/FS)

Le Gouvernement sénégalais a entrepris une réorganisation de son système d'éducation rurale dans le cadre de laquelle le projet constitué représente le programme de formation professionnelle dans les régions rurales. Le Ministère de l'enseignement technique et de la formation des cadres est chargé de l'exécution du projet. Le projet vise à aider le Gouvernement dans ses efforts pour promouvoir le développement des populations rurales par la formation d'une élite rurale destinée à servir d'exemple dans la collectivité qui les entoure et à répandre les connaissances techniques dans leur village. Le programme de formation prévoit le perfectionnement des travailleurs agricoles et des artisans ruraux et la création d'un corps de monitrices d'économie ménagère rurale chargées de la formation des femmes vivant en milieu rural.

L'application de la première phase du projet ayant donné satisfaction, il a été décidé de poursuivre l'exécution du programme pendant quatre années encore. L'évolution du projet a imposé la décentralisation de la formation par l'institution de centres régionaux et par l'introduction de méthodes et de programmes adaptés aux régions particulières dans lesquelles les centres sont implantés. Un service consultatif et de contrôle central sera créé avec mission d'aider la population rurale, les agriculteurs, les artisans et les femmes et d'assurer la consolidation de la formation dont le besoin se fait fortement sentir.

La deuxième phase consacrée au renforcement et à l'expansion du projet a été entreprise le 1er janvier 1968; elle durera quatre ans pendant lesquels il est prévu d'utiliser les services de 11 experts (390 mois/homme), d'octroyer sept bourses d'études (30 mois/homme) et d'affecter un montant total de 192 000 dollars à la fourniture d'équipement.

Depuis le début de la mise en oeuvre du programme, les centres de formation suivants ont été créés : centre de perfectionnement agricole (CPA) à Guerina (Bignona-Casamance), centre de perfectionnement d'artisans ruraux (CPAR) à Kaffrine (Sine Saloum), centre de perfectionnement agricole (CPA) à Ogo (Matam, Fleuve Sénégal), centre national de formation de monitrices d'économie familiale rurale à Thiès, centre de formation d'artisans ruraux à Sedhiou (Casamance) et centre de formation agricole et artisanale à Missira (Sénégal oriental). Ce dernier centre est le seul qui dispense une formation agricole et une formation artisanale combinées. Six nouveaux centres (trois destinés à la formation des agriculteurs et trois à celle des artisans ruraux) seront institués pendant la deuxième phase du projet.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est chargée de l'administration technique de la formation des femmes, aux termes d'un accord de sous-traitance conclu entre la FAO et le BIT.

Parallèlement à la formation d'agriculteurs, d'artisans et de monitrices en matière d'éducation ménagère rurale, les centres pilotes de Guerina et de Kaffrine ainsi que le centre national de Thiès assurent la formation d'instructeurs agricoles, d'instructeurs artisanaux et de monitrices en matière d'économie ménagère rurale, lesquels sont destinés à remplacer les experts internationaux à la fin du projet. Ces instructeurs constitueront le corps enseignant des autres centres de formation dont le Gouvernement prévoit la création.

Dans le cadre des activités de formation du projet, une section de méthodes et programmes fonctionne à Dakar. Elle a pour mission de mettre au point et de coordonner les méthodes de formation des centres et de fournir à ceux-ci les aides didactiques et audiovisuelles nécessaires aux différents types de formation.

Le 31 décembre 1968, 22 cadres (instructeurs et monitrices), 147 agriculteurs, artisans et monitrices en matière d'économie ménagère rurale recevaient une formation appropriée. Depuis que les centres ont commencé de fonctionner (juin 1964), 306 agriculteurs, 158 artisans, et 33 monitrices ont été formés, ce qui représente un total de 497 personnes et de 45 membres du corps enseignant.

ANNEXE II

PUBLICATIONS RÉCENTES DU BIT^{1/}

I. Documents et rapports

- Conférence internationale du Travail, 44ème session, Genève, 1960 : La contribution de l'OIT à l'augmentation des revenus et à l'amélioration des conditions de vie dans les communautés rurales, en particulier dans les pays en voie de développement, 1959. (Rapport VI).
- Pourquoi les travailleurs abandonnent la terre. Etude comparative, 1960 (Etudes et documents, Nouvelle série, n° 59).
- Réunion technique d'étude sur le nomadisme et la sédentarisation, Genève, 6-17 avril 1964. Rapport final TMNS/1964/D.5.
- OIT, Commission permanente agricole, septième session, 1965 : Examen sur le plan technique du programme de développement rural de l'OIT, 1965 (PAC/VII/1/1965).
- L'évaluation des besoins en formation rurale dans le secteur agricole de l'économie. Séminaire de ZARIA, Nigéria (D.21.1965).
- Les objectifs de base de la formation agricole. Séminaire de ZARIA, Nigéria (D.22.1965).
- ILO, Advisory Working Group on Rural Employment Problems in Tropical Africa (English speaking countries), Lagos, November 1965, Discussion Guide (1965) (en anglais seulement).
- Ibidem, Report on the meeting, Lagos, 1-10 November 1965 (D.11 (2) (1966) (en anglais seulement).
- Voyage d'étude et Séminaire sur la sédentarisation des populations nomades dans les Républiques socialistes soviétiques du Kazakhstan et de la Kirghizie, 1966 (STNP/1966/1 et 2).
- Les travailleurs des plantations; leurs conditions d'emploi et leurs niveaux de vie, 1966 (Etudes et documents, Nouvelle série, n° 69, 320 pp.).
- Le perfectionnement des petits entrepreneurs autochtones en Afrique, in "Gestion et Productivité", Bulletin du Service du perfectionnement des cadres dirigeants du BIT; "Petite industrie et artisanat", n° 20, 1966/4.

^{1/} Toutes ces publications existent également en anglais, sauf indication contraire.

- Conférence internationale du Travail, 52ème session, Genève, 1968 : Inspection du Travail en agriculture, 1967. Rapport V (1).
- La formation préprofessionnelle d'un groupe de 6 000 jeunes ruraux (D.5. 1967).
- La formation professionnelle rurale. Aperçu sur les méthodes et les programmes dans quelques projets de coopération technique (D.10.1967).
- Réunion technique sur les problèmes du nomadisme dans la région du Sahel en Afrique, Niamey (9-20 septembre 1968), Rapport final, 1968 (RTNS/R.1).
- La politique des pouvoirs publics à l'égard des industries rurales dans les pays en voie de développement, Genève, 1968 (MEH/1968/I).
- La coopération dans les industries villageoises, Genève, 1968 (MEH/1968/II).
- L'évolution technique dans l'artisanat des pays en voie de développement, Genève, 1968 (MEH/1968/III).
- L'artisanat de service en milieu rural (D.31.1968).
- Formes non classiques de la coopération, Réunion d'experts en coopératives, Genève, 1968 (MEC/1968/II/1).
- Centres de développement des entreprises coopératives dans les pays en voie de développement, Réunion d'experts en coopératives, Genève, 1968 (MEC/1968/II/4).
- La préformation en milieu rural (D.9.1969).
- Progressive technologies for developing countries, 1969 (SSI/MD 2-1) (en anglais seulement).

II. Articles publiés dans la Revue internationale du Travail (RIT)

- Les formules spéciales de mobilisation de main-d'oeuvre et les programmes de jeunesse au service du développement, RIT, vol. 93, n° 1, janvier 1966 (n° entièrement consacré aux expériences de Tunisie, Rép. centrafricaine, Dahomey et Mali).
- E. Costa, Aspects pratiques de l'organisation des systèmes d'utilisation et d'éducation de la main-d'oeuvre dans les pays en voie de développement, RIT, vol. 93, n° 3, mars 1966.
- J.P. Arlès, Mobilisation des masses et croissance économique : évaluation des expériences marocaine et tunisienne, RIT, vol. 94, n° 1, juillet 1966.

- A. Godart, Aspects sociaux et culturels du développement rural intégré dans quelques pays d'Afrique occidentale, RIT, vol. 94, n° 3, septembre 1966.
- E. Costa, Problèmes et politiques de l'emploi au Sénégal, RIT, vol. 95, n° 5, mai 1967 (voir la partie "emploi rural").
- P. Crooke, Peuplement rural et tendances de l'habitat dans un pays en voie de développement : un exemple au Nigéria, RIT, vol. 96, n° 3, septembre 1967.
- E. Costa, Problèmes et politiques de l'emploi à Madagascar, RIT, vol. 97, n° 3, mars 1968 (voir la partie "Emploi rural").
- Y. Goussault, L'animation et la participation aux institutions rurales en Afrique noire d'expression française, RIT, vol. 97, n° 6, juin 1968.
- A. Tévoédjré, Une stratégie du progrès social en Afrique et la contribution de l'OIT, RIT, vol. 99, n° 1, janvier 1969.
- K. Marsden, Une approche quantitative du développement régional intégré, RIT, vol. 99, n° 6, juin 1969.
- J.B. Orizet, Evolution et tendances du mouvement coopératif depuis la fin de la première guerre mondiale, RIT, vol. 100, n° 1, juillet 1969.
- P. Mueller et K.H. Zevering, Création d'emplois par le développement rural : un projet pilote au Nigéria occidental, RIT, vol. 100, n° 2, août 1969.
- N.N. Franklin, Emploi et chômage : Théories et pratiques, 1919-1969, vol. 99, n° 3, mars 1969.